

Bruxelles, le 15.11.2021  
C(2021) 8006 final

**DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION**

**du 15.11.2021**

**relative au financement de la mesure particulière en faveur de l'Afrique subsaharienne  
à l'appui de la migration pour la période 2021-2022**

# DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 15.11.2021

**relative au financement de la mesure particulière en faveur de l'Afrique subsaharienne  
à l'appui de la migration pour la période 2021-2022**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après le «TFUE»),

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012<sup>1</sup>, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil<sup>2</sup> (ci-après l'«instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde» ou le «règlement (UE) 2021/947 du 9 juin 2021»), et notamment son article 23,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin de garantir la mise en œuvre de la mesure particulière en faveur de l'Afrique subsaharienne à l'appui de la migration pour la période 2021-2022, il est nécessaire d'adopter une décision annuelle<sup>3</sup> de financement, qui constitue le programme de travail annuel, pour la période 2021-2022. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'assistance envisagée doit respecter les conditions et procédures établies par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE<sup>4</sup>.
- (3) L'objectif poursuivi par la mesure annuelle à financer au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde pour ce qui est du programme géographique «Afrique subsaharienne» est de veiller à la continuité du soutien apporté par l'UE à une initiative régionale financée par l'UE dans le domaine des migrations.

---

<sup>1</sup> JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

<sup>3</sup> La décision annuelle de financement constitue toujours un programme de travail annuel / une mesure annuelle.

<sup>4</sup> La liste des mesures restrictives (sanctions) de l'UE figure sur le site [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Le *Journal officiel de l'Union européenne* est la source officielle du droit de l'Union et, en cas de conflit, son contenu prévaut sur celui de la carte des sanctions.

- (4) Conformément à l'article 23, paragraphe 3, du règlement (UE) 2021/947, l'adoption d'une mesure particulière avant l'adoption du document de programmation est justifiée pour garantir la continuité des activités financées au titre du fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, en particulier pour répondre aux besoins urgents essentiels en matière de protection, de retour et de réintégration des migrants dans les régions du Sahel, du lac Tchad et de la Corne de l'Afrique. Le document de programmation est toujours en cours d'élaboration et attendre son adoption ne permettrait pas la continuité des activités susmentionnées visant à répondre à des besoins urgents essentiels.
- (5) L'objectif de l'action intitulée «Initiative conjointe UE-OIM en faveur de la protection et de la réintégration des migrants» est de contribuer à une migration sûre, ordonnée et régulière dans les régions du Sahel, du lac Tchad et de la Corne de l'Afrique. Pour que cet objectif soit atteint, l'action offrira protection et assistance aux migrants vulnérables et bloqués dans un pays de destination/ de transit, permettra un retour volontaire en toute sécurité, humain et digne, et fournira une aide à la réintégration durable. Par ailleurs, des activités de sensibilisation ciblant les migrants potentiels et leurs communautés d'accueil seront menées, et les capacités en matière de gestion des migrations, de données et de communication seront renforcées.
- (6) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947 du 9 juin 2021, l'action sera mise en œuvre en gestion indirecte.
- (7) La Commission doit assurer un certain niveau de protection des intérêts financiers de l'Union vis-à-vis des entités et des personnes chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.

À cette fin, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046<sup>5</sup> et, le cas échéant, à des mesures de surveillance appropriées, conformément à l'article 154, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 avant qu'une convention de contribution puisse être signée.

- (8) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (9) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (10) La mesure prévue dans la présente décision est conforme à l'avis du comité de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947 du 9 juin 2021,

---

<sup>5</sup> À l'exception des cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

DÉCIDE:

*Article premier*  
*La mesure*

La décision annuelle de financement, qui constitue la mesure annuelle pour la mise en œuvre de la mesure particulière en faveur de l'Afrique subsaharienne à l'appui de la migration pour la période 2021-2022, figurant en annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante: Initiative conjointe UE-OIM en faveur de la protection et de la réintégration des migrants.

*Article 2*  
*Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure pour la période 2021-2022 est fixé à 103 000 000 EUR<sup>6</sup>, à financer par les crédits inscrits sur les lignes suivantes du budget général de l'Union:

- ligne budgétaire BGUE-B2021-14.020120-C1-INTPA
- ligne budgétaire BGUE-B2021-14.020121-C1-INTPA.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

*Article 3*  
*Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution*

L'exécution de l'action menée en gestion indirecte, telle qu'exposée en annexe, peut être confiée à l'Organisation internationale pour les migrations, comme défini au point 4.4 de l'annexe.

*Article 4*  
*Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, chaque exercice étant pris séparément, ou les modifications cumulées<sup>7</sup> des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

---

<sup>6</sup> Ce montant doit inclure les crédits correspondant à des recettes affectées, s'ils sont disponibles au moment où la décision de financement est adoptée.

<sup>7</sup> Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 15.11.2021

*Par la Commission*  
*Jutta URPILAINEN*  
*Membre de la Commission*